

Francès

8M Grève féministe de soins, travail, consommation et des étudiants

Les tâches domestiques et de soins, qui sont les piliers du monde, sont sous-évaluées et invisibilisées par le système cis-hétéro-patriarcal capacitiste raciste capitaliste, qui exploite toutes celles qui prennent soin de la vie et les invisibilise et déshumanise en même temps, en nous séparant entre ceux qui soignent et ceux qui sont soignés, et en niant l'interdépendance de cette oppression mutuelle. Nous voulons rendre visible ce travail essentiel, qu'il soit rémunéré ou non, ces dernières étant exploitées chez elles par une division sexuelle du travail totalement asymétrique et avec des rôles de genre stéréotypés qui persistent à travers le temps.

Nous dénonçons également la situation de toutes celles qui travaillent dans des domaines féminisés et précarisés, de celles qui sont en situation irrégulière et de toutes celles qui ne peuvent pas faire grève aujourd'hui. Il est nécessaire de revendiquer ensemble la façon dont nous voulons être prises en charge et de réfléchir à quel type de soutiens respectent les droits et libertés et lesquels ne le font pas, quels soutiens placent la vie digne au centre et lesquels ne le font pas. La ségrégation n'est pas une option. L'assistance personnelle adéquate, autogérée et bien rémunérée est la voie à suivre. Nous voulons décider de notre corps et de notre vie, indépendamment de notre âge, de notre fonction et de notre diversité. Pour la visibilité de toutes celles qui soutiennent le monde et pour toutes celles qui, par manque de soutien, ne peuvent pas être ici aujourd'hui, **nous dénonçons la violence structurelle capacitiste raciste capitaliste et patriarcale, c'est pourquoi nous faisons grève des soins.**

Pour les travailleuses domestiques et de soins, l'un des secteurs professionnels les plus précarisés, qui restent exclues du régime général de sécurité sociale, sans une série de droits fondamentaux tels que la protection par la loi des risques professionnels. Ce n'est que l'année dernière que le droit à l'allocation chômage a été reconnu, mais sans rétroactivité, de sorte que, la majorité n'ont pas pu en bénéficier pour les plus de 10, 20 ou 25 années de travail. 9 travailleuses sur 10 de ce secteur sont des femmes migrantes. Parmi les plus de 600 000 travailleuses à l'échelle nationale, 200 000 sont contraintes de travailler dans l'économie souterraine, sans papiers, ni contrat. 1 sur 4 vit au seuil de la pauvreté, avec des salaires n'excédant pas 800€ par mois, soit 60% en dessous du salaire minimum de croissance (Smic). Que dire alors des compagnes qui travaillent en tant qu'employées de maison, généralement dans des conditions d'exploitation maximales.

Nous dénonçons les violences et les atteintes subies par toutes les travailleuses dans des secteurs féminisés et précarisés : les femmes de chambre, celles des services à domicile et celles des services de santé. Nous faisons nôtre la lutte des ouvrières agricoles, des paysannes, des femmes en situation de handicap, des retraitées et de celles qui travaillent dans leurs foyers, en s'occupant de membres de leur famille nécessitant des soins spécifiques permanents et qui ne bénéficient ni de reconnaissance ni de rémunération. Nous faisons également nôtre la lutte des travailleuses du sexe pour leurs revendications. Pour toutes celles qui voient leurs droits diminués en raison de leur condition de femmes, de lesbiennes et de personnes trans, ainsi que toutes les autres identités dissidentes, nous faisons **grève du travail.**

Aux frontières européennes et dans d'autres pays enrichis par l'impérialisme colonial, les droits humains sont violés, en toute impunité et de manière systématique. Les mêmes pays colonialistes, racistes et xénophobes qui pillent les richesses de leurs anciennes colonies, détruisent les écosystèmes et les modes de production communautaires, et refusent l'entrée

aux personnes contraintes de migrer. Face au pillage, à l'extractivisme et à l'écocide du Sud Global pour maintenir la consommation effrénée du Nord Global, **les femmes des territoires colonisés défendent radicalement le corps-territoire.**

Les corporations oligarchiques transnationales, dans un cadre de corruption systémique, assassinent les dissidents et génèrent intentionnellement des conflits armés pour s'emparer par la force du lithium, du pétrole et de toutes les richesses des territoires du Sud. Les migrations des communautés spoliées prennent le chemin de l'exil au péril de leur vie. Un total de 6 618 victimes en 2023 sur les routes d'accès à l'Espagne, avec un risque de viols et d'agressions sexistes, de famine et de détérioration de la santé physique et mentale. La loi espagnole sur les étrangers et la législation européenne, en particulier le honteux nouveau pacte européen sur la migration et l'asile, légitiment davantage de violations des droits aux frontières, touchant particulièrement les enfants et les femmes, car elles permettent leur incarcération dans des centres de rétention. La loi sur les étrangers est également une violence sexiste car elle nie les droits de citoyenneté et rend impossible la dénonciation de multiples violences, en particulier les violences sexuelles, comme cela s'est passé (et se passe encore) avec les travailleuses agricoles de Huelva en 2018, qui l'ont dénoncé mais dont les affaires judiciaires ont été classées, avec une impunité totale. Pour toutes ces raisons et bien d'autres, **nous exigeons la révocation immédiate de la loi sur les étrangers.**

Les politiques migratoires, xénophobes et racistes, n'ont d'autre objectif que de rendre irrégulière administrativement la diaspora issue du pillage colonial, et de manière perverse, provoquent l'exclusion sociale et refusent les droits de citoyenneté en refusant l'inscription au registre municipal et en rendant ainsi plus difficiles les procédures d'accès aux droits sociaux tels que la santé, le travail, le logement, l'éducation, etc. Pour toutes les personnes migrantes, racialisées et exclues, nous exigeons la régularisation immédiate. Contre les retraits de garde par la Direction de l'enfance, de l'adolescence, de la famille et de la santé, pour la fermeture des centres de rétention administrative (CRA), pour le démantèlement des frontières militarisées et pour l'approbation de l'initiative législative populaire de régularisation au Congrès des députés, nous voulons des papiers pour toutes, et parce que personne n'est illégal, **les féministes font grève et dénoncent la violence structurelle raciste et coloniale.**

La droite, l'extrême droite et le fascisme avancent impunément et avec une violence déchaînée contre des personnes et des peuples dans de nombreux endroits du monde. Des génocides ont lieu actuellement en Birmanie, au Soudan, en Azerbaïdjan, au Kurdistan, en Éthiopie et en République démocratique du Congo. Par ailleurs, le gouvernement sioniste d'Israël, en violant le droit international depuis plus de 75 ans, occupe illégalement des territoires en Palestine, discrimine, torture et massacre la population civile, lui refusant alimentation, eau et médicaments, condamnant cruellement plus d'un million de personnes. Le génocide à Gaza, soutenu par l'indifférence et la complicité des pays occidentaux, a anéanti la vie de 30 000 personnes, dont 13 000 sont des enfants. Contre ce génocide et tous les génocides, et contre toutes les guerres capitalistes, **nous faisons grève féministe pour une paix juste et contre toutes les violences de conquête et de pillage.**

Face à tant de barbarie, nous exigeons la fin du commerce des armes, la rupture des relations commerciales avec Israël, un cessez-le-feu immédiat et permanent, ainsi que la fin de l'occupation et du génocide. Contre le marché capitaliste qui méprise la vie de la majorité des personnes, qui fait du commerce avec la mort en vendant des armes, semant la terreur et la souffrance pour enrichir une minorité, et qui spéculé sur la santé des gens et de la planète, **nous nous opposons fermement à toutes les guerres et dénonçons et condamnons tous les génocides.**

Pour la situation de précarité des femmes, les plus jeunes, qui ne peuvent pas s'émanciper, qui ont des difficultés à trouver du travail et un logement, et qui subissent également l'exploitation avec des salaires de pauvreté et des contrats précaires. Et pour les étudiantes féministes, libres et rebelles, qui s'opposent à toutes les oppressions à travers un féminisme anticapitaliste et révolutionnaire capable de transformer le monde, **nous faisons grève étudiante.**

Face à l'appauvrissement progressif d'une majorité de familles affectées par la hausse des prix des aliments, la précarité énergétique et les expulsions, résultant de la spéculation structurelle de la société capitaliste patriarcale, et qui nuit tout particulièrement aux enfants et aux femmes, nous plaçons la vie au centre. Et contre la spéculation immobilière et les fonds vautours, nous exigeons une loi sur les loyers qui soit juste et respectueuse de la vie. **Pour toutes ces raisons, nous faisons grève de la consommation.**

Et face au recul des droits du collectif LGBTQIA+ et aux politiques féminicides de tant de gouvernements totalitaires et misogynes, nous nous opposons radicalement à tous les fondamentalismes et accusons le système cis-hétéro-patriarcal capacitiste raciste capitaliste de violence et de criminalité. **Face à cela, pas un pas en arrière.**

Nous n'aurons pas une société équitable et écologiquement durable tant que nous n'aurons pas démantelé le patriarcat, le machisme, la phobie LGBTQIA+, le racisme, l'islamophobie, l'antitsiganisme, le capacitisme, la xénophobie et les bases coloniales du capitalisme. Pour toutes nos luttes, celles du 8 mars et toutes les autres, nous unissons nos voix dans un cri d'émancipation de toutes les oppressions. Parce que nous ne serons vraiment libres que lorsque toutes le seront. **Ensemble, avec la flamme inextinguible des féminismes, nous sommes invincibles.**

Femmes, lesbiennes, trans et toutes les identités dissidentes, ensemble contre la précarité, les frontières et les génocides.

Vive, vive, vive la lutte féministe!!!